

L'avenir de la sécurité de l'approvisionnement en eau

Pictet Asset Management - Décembre 2013

A l'attention des investisseurs professionnels

Ce commentaire se base sur une présentation de Franck Galland, ancien vice-président responsable de la gestion des crises auprès de la société spécialiste de l'eau Suez Environnement, à l'occasion de la conférence «Thematic Investing» de Pictet Asset Management qui s'est tenue à Madrid au mois d'octobre 2013.

Dans son ouvrage *Constant Battles*, l'archéologue Steven LeBlanc explore le lien historique qui prévaut entre guerres et épuisement des ressources naturelles d'une civilisation. Après avoir analysé moult données archéologiques et ethnologiques, ce professeur de Harvard explique comment, de la Préhistoire à nos jours, l'être humain a toujours montré une prédisposition au conflit, qui proviendrait de son penchant à préserver la capacité de charge de son habitat.

Ce concept, qui met sur un même pied d'égalité l'explosion de la croissance démographique et le manque de ressources en eau, en énergie et en alimentation, constitue un indicateur biologique mesurant la pérennité d'un écosystème.

Lorsque la capacité de charge est faible, l'environnement immédiat n'est plus assez abondant pour subvenir aux besoins de ses habitants, les incitant alors à la confrontation avec leurs voisins riches en ressources.

Le travail mené par LeBlanc trouve une résonance particulière aujourd'hui, à l'heure où le monde est en proie au changement climatique et à l'explosion démographique. De fait, la thèse qu'il expose a une influence sans précédent sur la réflexion stratégique des établissements de sécurité, tant dans les pays développés qu'émergents, surtout lorsqu'il est question de la ressource naturelle la plus précieuse au monde: l'eau.

Pour les gouvernements du monde entier, l'or bleu est d'une importance stratégique cruciale. L'urbanisation, la croissance démographique, les changements des cycles de précipitations et le recul continu des glaciers exercent une pression à ce jour inédite sur l'approvisionnement en eau potable à l'échelon mondial.

Selon une récente analyse menée par les Nations Unies, si l'évolution actuelle perdure, la demande en eau douce surpassera l'offre de 40% d'ici 2030. A l'horizon 2050, quelque quatre milliards de personnes, soit d'ici là près de la moitié de la population mondiale, vivront dans des régions confrontées à un

important stress hydrique, où la quantité d'eau disponible par habitant sera inférieure au seuil critique de 1000 mètres cube par année.

Cette situation, pour le moins préoccupante, agite le spectre de luttes civiles et de conflits armés. A juste titre, les divers services de renseignement tiennent compte de ces perspectives dans leur planification de scénarios.

L'eau, un enjeu pour la sécurité au plan mondial

Aux Etats-Unis, le Pentagone et les services de renseignement ont mené plusieurs études poussées sur les endroits du globe les plus vulnérables à la pénurie d'eau. Il s'agit de régions où la menace de pénuries extrêmes est telle qu'elle est susceptible de donner lieu à des tensions géopolitiques. Certaines régions d'Asie et d'Afrique ayant été identifiées comme particulièrement fragiles, ces rapports exhortent les responsables politiques américains à mobiliser les ressources de leur pays afin de réduire la probabilité d'une catastrophe écologique et géopolitique liée à l'eau.

Au Royaume-Uni, la sécurité de l'approvisionnement en eau est également au centre des préoccupations des institutions de défense. S'inspirant des résultats de recherche qui révèlent une intensification des conflits liés à l'eau entre les nations d'Asie du Sud-Est, l'influent Institut royal britannique des questions internationales (Royal Institute of International Affairs), plus connu sous le nom de Chatham House, conseille le gouvernement britannique de se préparer aux luttes

hydriques qui verront le jour au cours de ces prochaines années.

Sur l'ensemble des nombreuses régions confrontées au stress hydrique, la Chine est peut-être le pays qui suscite le plus de préoccupations. Dans le nord de ce pays, région très peuplée qui compte près de 600 millions d'habitants, l'accès à l'eau par habitant a déjà chuté au-dessous des niveaux de crise, soit moins de 500 mètres cube par an.

Dans cette perspective, on comprend mieux pourquoi la Chine a recouru à la force pour exercer son contrôle sur le réseau fluvial du Mékong et renforcé sa mainmise sur le Tibet, pays aux nombreux glaciers, au grand dam de ses voisins l'Inde et le Vietnam.

L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient représentent d'autres régions problématiques. Au Yémen, la population a aujourd'hui accès à moins de 200 mètres cube d'eau par habitant et par an, situation qui ne saurait perdurer et qui menace l'existence même du pays.

Priorité à la qualité et à la résilience systémique

Or, la question de la sécurité hydrique ne se confine pas qu'aux nations émergentes. Bien que l'accès des pays développés à l'eau potable soit satisfaisant selon les normes internationales, les gouvernements occidentaux sont également confrontés à d'importants problèmes liés à la sécurité hydrique, quoique que celle-ci soit d'une autre nature. En effet, les actes terroristes, les conditions météorologiques extrêmes

SOLUTIONS DE SÉCURITÉ EN RESPECTANT LA CHAÎNE DE VALEUR DE L'EAU



Source: Pictet Asset Management

ou encore les désastres naturels apparaissent comme des menaces de grande envergure, tant en ce qui concerne la sécurité hydrique que les infrastructures d'approvisionnement en eau.

Si de tels événements sont rares, les responsables politiques prennent peu à peu conscience du fait qu'ils ignorent ces risques, et ce à leurs propres périls. La priorité consiste désormais à s'assurer, d'une part, que l'eau est salubre et exempte de polluants, et d'autre part que les systèmes de distribution sont suffisamment solides pour résister à tout choc.

Préservation de l'approvisionnement mondiale en eau: le rôle du secteur privé

En dépit de toutes ces menaces qui pèsent sur les sources d'eau mondiales, nous avons des raisons de penser que l'avenir ne sera pas aussi noir.

En guise de nouvelles encourageantes, des organisations supranationales, telles que l'ONU et l'OCDE, ainsi que des gouvernements et des services publics d'approvisionnement en eau, ont posé un diagnostic correct concernant les problèmes rencontrés par les systèmes d'approvisionnement en eau du monde. Il semble également que ces entités coordonnent mieux leurs efforts dans l'optique de gérer de manière efficiente les ressources en eau sur le plan mondial.

Toutefois, ces organisations ne jouissent pas des équipements nécessaires pour résoudre de tels problèmes par elles-mêmes. C'est là que le secteur privé est en mesure d'apporter sa pierre à l'édifice.

Il est ainsi rassurant de constater qu'il existe de nombreuses sociétés spécialisées dans toute la chaîne d'approvisionnement en eau

et qui forment un maillon du binôme eau/sécurité.

En amont, des sociétés privées ont mis au point des infrastructures capables de détecter et de contrôler les niveaux de pollution aquatique à la source. Ces technologies constituent un élément inestimable aux yeux des pays largement tributaires d'eau dessalée, comme les Etats du Golfe. Au sommet de la chaîne se trouvent également des entreprises actives dans la gestion des crises liées à l'eau: spécialisées dans l'approvisionnement hydrique lors de situations urgentes, elles mettent au point des matériaux et des systèmes permettant de produire de l'eau potable à partir de sources polluées.

Lorsqu'il s'agit de garantir la qualité de l'eau sur le lieu d'utilisation, les sociétés privées sont particulièrement bien placées pour aider les collectivités locales à résoudre certains problèmes. Non seulement complexes et d'une longueur considérable (une ville de taille moyenne compte près de 400 kilomètres de canalisations), les systèmes d'approvisionnement en eau sont également vulnérables aux contaminations accidentelles ou délibérées, et ce dans divers segments le long du réseau. En outre, les méthodes traditionnelles d'échantillonnage et d'analyse d'eau sont contraignantes et peuvent nécessiter jusqu'à trois jours pour détecter la présence de contaminants. Pour résoudre ces problèmes, des entreprises privées ont mis au point plusieurs outils et processus efficaces capables de déceler de manière anticipée des polluants bactériologiques ou chimiques. Il existe également des équipements de protection contre les contaminations radioactives déjà utilisés dans les régions touchées par la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima au Japon.

La protection des infrastructures hydriques majeures contre les actes de sabotage et les

dommages provoqués par les intempéries figure également en tête des priorités des responsables politiques. Les sociétés spécialisées dans le rétablissement ou la poursuite des activités ainsi que dans les équipements d'analyse des infrastructures collaborent désormais étroitement avec les opérateurs urbains d'approvisionnement en eau pour s'assurer de la résistance des réseaux aux chocs systémiques.

L'avenir de la sécurité de l'approvisionnement en eau

On ne peut nier le fait que le monde se dirige vers une terre inconnue. La hausse démographique couplée à un climat toujours plus imprévisible menace d'accélérer l'épuisement des ressources naturelles du monde, et notamment l'eau. Cependant, des signes indiquent que le génie de l'être humain est capable d'aider le monde à protéger ses ressources vitales. De telles compétences sont largement présentes au sein des entreprises qui préparent l'avenir de la sécurité de l'approvisionnement en eau.

NEXUS SÉCURITÉ-EAU: UNE OPPORTUNITÉ D'INVESTISSEMENT

Le fonds Pictet-Water investit dans des sociétés spécialisées dans la gestion, les produits et les services capables de préserver les ressources mondiales en eau, tout en générant une croissance des bénéfices durable à long terme.

Le fonds Pictet-Security investit dans des entreprises qui jouent un rôle essentiel dans la protection de volumes gigantesques de données confidentielles, concernant les personnes et les marchandises qui circulent d'un endroit à l'autre du globe. Il investit également dans des sociétés qui visent à protéger les infrastructures majeures de communication et de transport dans un monde à l'urbanisation galopante.

Ce document est uniquement destiné à la distribution aux investisseurs professionnels. Il n'est toutefois pas destiné à être distribué à des personnes physiques ou à des entités qui seraient citoyennes d'un Etat ou auraient leur résidence dans un lieu, un Etat, un pays ou une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication ou son utilisation seraient contraires aux lois ou aux règlements en vigueur.

Les informations utilisées pour préparer le présent document sont réputées fiables, mais aucune garantie n'est donnée quant à leur exactitude et à leur exhaustivité. Toute opinion, estimation ou prévision est susceptible d'être modifiée à tout moment et sans préavis. Avant d'investir dans un fonds géré par Pictet, les investisseurs doivent prendre connaissance de son prospectus (ou document équivalent). Le traitement fiscal dépend de la situation personnelle de chaque investisseur et peut faire l'objet de modifications. La performance passée ne garantit pas les performances futures. La valeur des investissements et leurs revenus peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et ne sont pas garantis. Vous êtes susceptible de ne pas récupérer le montant initialement investi.

Le présent document a été publié en Suisse par Pictet Asset Management SA et, dans le reste du monde, par Pictet Asset Management Limited, entité agréée par et soumise à la surveillance de la Financial Conduct Authority. Il n'est pas autorisé à la reproduction ou à la distribution, en partie ou en totalité, sans leur autorisation préalable.

Au Royaume-Uni, les fonds à compartiments multiples Pictet et Pictet Total Return sont des véhicules de placement collectif domiciliés au Luxembourg et reconnus selon la Section 264 du Financial Services and Markets Act 2000. Les fonds suisses Pictet sont uniquement enregistrés pour distribution en Suisse en vertu de la loi sur les fonds de placement et sont considérés au Royaume-Uni comme des véhicules de placement collectif non réglementés. Le groupe Pictet gère des hedge funds, des fonds de hedge funds et des fonds de private equity qui ne sont pas autorisés à la distribution publique au sein de l'Union européenne. Ces fonds sont considérés au Royaume-Uni comme des placements collectifs non réglementés.

Pour les investisseurs australiens, Pictet Asset Management Limited (ARBN 121 228 957) est exemptée de l'obligation d'être titulaire de la licence australienne de prestataire de services financiers prévue par le Corporations Act 2001. Pour les investisseurs américains, les parts des fonds gérées par le groupe Pictet sont proposées aux investisseurs exonérés d'impôts aux Etats-Unis. Les parts vendues aux Etats-Unis ou à des US Persons ne sont vendues que dans le cadre de placements privés auprès d'investisseurs accrédités («accredited investors») en vertu des exemptions d'enregistrement auprès de la SEC prévues à la Section 4(2) et dans la Regulation D de la Loi de 1933, et auprès de clients qualifiés tels que définis dans la Loi de 1940. Les parts des fonds Pictet ne sont pas enregistrées en vertu de la Loi de 1933 et ne sauraient donc être offertes ou vendues, directement ou indirectement, aux Etats-Unis ou à toute US Person, à l'exception des transactions qui ne violent pas les lois sur les valeurs mobilières aux Etats-Unis. Les sociétés de gestion de fonds du groupe Pictet ne seront pas enregistrées en vertu de la Loi de 1940.

© Copyright 2013 Pictet – Publié en décembre 2013.